

Lien entre infection et sympathie d'une population pour les autorités.

Selon une étude publiée dans Plos One en 2013, il existe un lien très étroit entre la prévalence des maladies infectieuses dans une population, et la sympathie de celle-ci pour les régimes autoritaires. Autrement dit, plus le risque d'infection est élevé, plus la population approuve, voire demande, des mesures autoritaires, restreignant ses libertés.

Plus il y a de risque de maladies infectieuses, plus une société devient même sexiste, xénophobe, ethnocentriste, ont expliqué Randy Thornhill, Corey L. Fincher et Devaraj Aran en 2008 dans un célèbre article intitulé « Parasites, démocratisation et libéralisation des valeurs parmi les pays contemporains », publié dans Biological Reviews (Cambridge Philosophical Society), et qui aurait pu leur valoir le Nobel.

Ces auteurs ont identifié une adaptation de l'Homo Sapiens pour gérer le problème des infections. Dès que nous sentons le risque d'infection, nous acceptons (ou demandons !) aux autorités de restreindre nos libertés pour nous protéger.

Or, l'être humain étant le principal vecteur de maladies infectieuses, la meilleure façon de nous protéger est d'interdire aux autres êtres humains de nous approcher, en fermant les lieux publics, en interdisant les rassemblements, les fêtes, en fermant les frontières, ou limitant les déplacements sur le territoire, voire en imposant des mesures de distanciation sociale permanentes.

La liberté et la promiscuité sexuelles sont combattues, voir les consignes de distanciation actuelles, la Covid-19 étant décrite dans une étude chinoise comme « maladie sexuellement transmissible » d'où une justification supplémentaire d'éviter les rapports.

Depuis la Libération, nous avons considéré comme naturelle la marche des pays vers l'ouverture, la démocratie, la libéralisation des moeurs, le mélange des cultures. Se pourrait-il que ce phénomène ait été provoqué par les antibiotiques, les vaccins et le progrès médical ? Et que, privés de ces sécurités, nous renoncions à tous les progrès et droits dont nous prétendions être si fiers ?

Au Koweit, au Qatar, sortir sans masque est passible de prison. En Chine, les personnes qui présentent de la fièvre sont murées chez elles ou déportées, et la presse chinoise signale que des Chinois présents en Russie sont capturés et déportés à cause de la crainte du coronavirus. Toujours au nom du coronavirus, de nombreux Africains en Chine sont passés à tabac, expulsés de leurs appartements, dorment dans les rues, sont interdits de faire des courses ou d'aller chez le médecin. En Afrique du Sud, des malades de coronavirus sont poursuivis par les autorités pour « tentative de meurtre » pour avoir risqué d'infecter d'autres personnes en se déplaçant.

En France, la Police a déployé des drones pour surveiller les habitants, la Justice ayant rejeté les recours des associations de défense des libertés qui dénonçaient cette pratique. Plus d'un million de contraventions ont été rédigées pour manquement aux règles du confinement. Des centaines de milliers d'entreprises sont interdites de fonctionnement, avec des faillites en chaîne et de nombreuses pertes d'emploi. Airbus parle de licencier 10 000 personnes. Renault risque la faillite.

Les vacances d'été sont compromises pour des millions d'Européens, mettant en péril les emplois dans l'hôtellerie, les restaurants, les gîtes, les campings, l'artisanat, et parmi les guides, moniteurs et accompagnateurs. Où faut-il mettre le curseur ?

Il est difficile de répondre à cette question. Nous avons un instinct de fort dégoût qui nous incite, nous oblige à nous tenir à distance des vecteurs potentiels de maladies, que ce soient des personnes ou des choses. Ce dégoût varie selon les personnes et les peuples. Lorsqu'il s'exprime, il nous empêche de manger les choses gluantes, pourries, malodorantes, qui sont les plus susceptibles de nous donner des maladies, en déclenchant un réflexe de régurgitation ou de vomissement. Mais nous devons surmonter ces instincts car de nombreux aliments, tout en ayant une allure et une odeur a priori repoussantes, sont bons pour la santé, ou nécessaires à la vie, comme les aliments fermentés.

De même, il est, selon les personnes et les peuples, diverses approches vis-à-vis des étrangers, qui sont considérés comme plus ou moins menaçants car potentiellement porteurs de germes. C'est un réflexe archaïque. Notre instinct nous fait nous méfier des personnes aux problèmes cutanés qui évoquent les maladies contagieuses. Nous nous servons inconsciemment de notre odorat pour être attirés ou repoussés par des personnes selon leur flore bactérienne, donc leur système immunitaire.

Mais nous sommes des créatures sociales qui avons besoin d'échanges et de contacts humains. Nous avons besoin de coopérer, d'échanger des informations, ou même de nous réconforter : poignée de main, main sur l'épaule, voire main sur la nuque, tape sur la joue, baiser, câlin... Il est bon également de pratiquer l'exogamie (chercher son conjoint en dehors de son village, de sa tribu) afin de diversifier le pool génétique et éviter les problèmes de consanguinité.

Notre instinct peut donc nous jouer des tours et nous inciter à être trop méfiant, fuir des personnes qui ne posent aucun danger pour nous, et au contraire peuvent être très utiles.

Nous avons beaucoup de mal à calculer les statistiques : si l'on vous dit que vous avez un risque sur 500, sur 5000 ou sur 50 000 d'attraper un virus mortel, vous ne savez que faire de cette information. A partir de quel niveau peut-on se permettre d'ignorer la menace ? Nous n'en savons rien, et nous pouvons être poussés aux mauvais choix.

Prenons conscience de cela. Le coronavirus déstabilise nos repères, nous pousse à la méfiance, au repli, à l'isolement. C'est sans doute une nécessité, le temps de comprendre, de mesurer le danger réel, le risque effectif de seconde vague qui emporterait d'autres personnes.

Pour autant, n'oublions pas que notre santé va au-delà d'un simple virus. Nous avons un édifice social, économique, humain, indispensable pour gérer d'autres problèmes que le coronavirus, dont notre système de santé qui lutte contre bien d'autres maladies. Cet édifice est attaqué de toutes parts. Pour exister, il a besoin que l'on puisse continuer à travailler, circuler, entreprendre, se réunir, communiquer, financer. Si, au nom de la lutte contre la pandémie, nous détruisions tout cela, où cela s'arrêterait-il ?

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID
D'après PLOS One